Introduction

Aborder la notion de risque du métier pour un professeur d'EPS renvoie à plusieurs entrées :

- le **risque physique personnel** que l'on court en **formation initiale**, et que l'on ne paye parfois qu'après quelques années d'exercice. Il s'agit là des accidents personnels qui adviennent lors de sa pratique propre pour se préparer (entraînement), pour être évalué et validé (épreuves de concours de recrutement ou de promotion sociale).
- le **risque physique personnel** lorsqu'il s'agit des risques encourus durant le **temps de l'enseignement** même, à l'occasion de l'exercice du métier, à partir de causes :
 - relevant de la **conjoncture événementielle** (accidents lors de parades ou aides mal assurées, réceptions brutales de ballons ou autres objets, danger lors d'exercices de lancers, d'activités de pleine nature, collision avec élèves en déplacement, etc.),
 - relatives des **conditions d'exercice** du métier, risques consécutifs à l'activité quotidienne en station debout (problèmes articulaires, lombaires...), dans des atmosphères poussiéreuses (allergies), ou dans des conditions climatiques aléatoires et difficiles,
 - relatives aux **conditions sociétales**, du fait de la violence des élèves ou de leur entourage, durant les cours ou après.
- le **risque psychologique**, consécutif aux multiples stress affectifs qu'engendre la tension élevée pour maintenir le contrôle permanent sur des groupes d'élèves inégalement attentifs et inégalement disciplinés, ou pour assurer la gestion de conflits au sein de ces groupes.
- le **risque juridique** attaché à tout membre de la communauté éducative dans l'exercice de sa mission, compte tenu des responsabilités qui sont les siennes au regard du service à accomplir et des élèves à encadrer.

Si les trois premiers types de risques peuvent générer des dommages relevant du champ **médical** ou **psychologique**, donc de la compétence des services de la médecine, et n'ont que des relations indirectes avec les **choix pédagogiques**, le quatrième type de risque, de nature **juridique** et **administrative**, interfère avec **l'organisation de l'enseignement**, qui est de la **responsabilité décisionnelle** du **professeur**.

Pour étudier ce risque, tel un jeu de rôle, nous partirons de la mission **d'analyse et d'observation** confiée à l'inspecteur pédagogique pour étudier la **mission d'investigation** du juge. En effet, l'inspecteur pédagogique exerce sa mission d'un **triple point de vue** :

- ~~€€€€~~ il évalue la qualité et les conditions d'exécution de la **matière d'enseignement**, ses avis ou recommandations peuvent servir de points d'appuis en matière d'organisation et de conduite de l'enseignement, mais il n'exerce pas une fonction d'enseignement,
- ~~€€€€~~ il participe à divers échelons des rouages de l'administration, comme observateur ou consultant, et peut, ponctuellement, être amené à représenter la hiérarchie, il observe donc le **contexte administratif**, mais il ne lui incombe pas de

responsabilité administrative ou d'autorité sur les personnels autre que celle de la notation pédagogique,

- €€€€ il évalue et vérifie les conditions de l'enseignement au regard du **contexte juridique et réglementaire**, mais ses avis de conformité n'ont qu'un caractère indicatif aux yeux des autorités hiérarchiques en charge de décision, ou des juristes appelés en tant que de besoin à émettre un jugement sur le champ qui nous préoccupe aujourd'hui.

Ni enseignant, ni administratif, ni juriste mais détenteur **d'une autorité de compétence** : situation particulière, certes et diversement occupée. Pourtant, ces trois points de vue, considérés sous un angle systémique, sont aussi ceux sur lesquels le juge, sollicité à la demande d'un plaignant, va devoir **construire** son opinion et **rendre** ses décisions. Le jeu de rôle consistera donc à imaginer la démarche intellectuelle du juge qui doit s'approprier, sur la base de sa **compétence globale de juriste** :

- d'une part, les fondements et la logique du système d'éducation afin **d'établir son référent** sur l'affaire qu'il a en charge,
- d'autre part, les conditions requises à tous les échelons jusqu'à l'opération ultime de la chaîne : l'acte d'enseignement, pour en **vérifier l'adéquation** au regard du référent.

Le problème est donc ainsi posé : *il y a **risque juridique** pour l'enseignant, bras terminal du système éducatif, quand il ne fait pas ce qu'il devrait faire, ou quand il fait ce qu'il ne devrait pas faire.*

Ainsi, le juge va devoir instruire son jugement par l'étude de toutes les références légales à sa disposition : lois et règlements, instructions et règles administratives générales ou spécifiques, expérience jurisprudentielle.

C'est donc par une double approche qu'il pourra construire sa décision :

- **PAR UNE VISION VERTICALE** : des **finalités générales** que le législateur assigne au système d'enseignement vers les responsabilités des membres de la communauté éducative, jusqu'à **l'action spécifique** de l'enseignant dans la conduite de sa classe pour la **matière considérée**, l'EPS, que l'on pourra qualifier **d'approche pédagogique et disciplinaire**, où la focalisation se fait en passant successivement :

- €€€€ des lois qui orientent et finalisent la mission d'enseigner,
- €€€€ des règlements qui situent le cadre de l'intervention éducative,
- €€€€ des circulaires ou notes de services qui organisent l'acte pédagogique.

- **PAR UNE VISION TRANSVERSALE** du système d'éducation, des responsabilités et tâches de vie scolaire collectivement et simultanément assumées, quelles que soient la responsabilité exercée et les disciplines enseignées, que l'on pourra qualifier **d'approche éducative et citoyenne**, qui permet d'étudier toutes les prescriptions valables en tous lieux et tous moments de la vie scolaire de l'élève.

Le juge va donc s'attacher à connaître ce que l'institution scolaire attend du fonctionnaire qu'elle rémunère afin d'établir ce qu'il doit faire, et sur quelles carences l'institution administrative ou juridique pourrait s'appuyer pour engager à son encontre une procédure matérialisant le risque.

Il s'agit dès lors pour nous d'explicitier ce qu'est l'exercice de la mission d'enseignant. Pour la **vision verticale**, outre la loi d'orientation de 1989 sur le système éducatif, et pour partie la loi sur le sport de 2000, la circulaire sur **"la mission du professeur**

exerçant en collège, en lycée d'enseignement général, technologique ou en lycée professionnel" constitue la base administrative la plus citée (BO n°7-1997).

Elle situe ce que sont les responsabilités de l'enseignant en précisant les objectifs qu'il doit viser (**former, instruire, éduquer**), les conditions dans lesquelles s'exerce son **autonomie pédagogique**, et les **trois plans d'exercice** de cette responsabilité. Ce sera la première partie.

Dans ce cadre général ainsi arrêté, on voit bien que l'enseignant d'EPS doit respecter un certain nombre de préceptes sur **l'organisation** de ses cours et sur la **sécurité** des élèves.

Dans une deuxième partie, il sera alors temps d'identifier dans le **programme** les articles qui sont susceptibles de se rapporter à ce risque, puis on résumera trois textes de référence sur ce thème :

- **les indications de l'Observatoire national** de la sécurité des établissements scolaires sur les situations à risques et les conduites à tenir, en date du mai 1996, dont validité est rappelée dans la récente circulaire,
- **la circulaire n° 94-116 du 9 mars 1994** qui effectue un rappel du droit et situe des recommandations pédagogiques. L'analyse de ce dernier paragraphe permettra de préciser quelles dispositions sont à prendre pour atténuer la prégnance du risque juridique.
- **la circulaire la plus récente n° 2004-138 du 13 juillet 2004** qui rappelle plusieurs points de la précédente et explore quelques champs abordés dans d'autres textes et notamment à la lumière d'affaires récentes.

S'avancant plus loin encore dans les particularités de l'EPS, nous nous attarderons ensuite sur le nouveau texte qui régit les conditions de pratique d'une activité sportive dans le cadre de l'EPS : la natation en milieu scolaire, seule en effet à faire l'objet de prescriptions particulières.

Nous verrons que ce nouveau texte :

- **prend en compte la définition du savoir nager telle que publiée dans le programme d'EPS au collège,**
- confirme **l'obligation des conditions de surveillance** des bassins,
- précise l'importance du "savoir nager" comme un élément essentiel de la **sécurité des personnes** eu égard à la diversité des pratiques culturelles en milieu aquatique,
- postule, comme les programmes, le **développement des activités nautiques** et à cet égard implique la référence aux prescriptions du ministère de la jeunesse et des sports, qui peuvent devenir de ce fait une **autre source de points d'appuis** pour le juge.

Nous aborderons enfin la **vision transversale**, l'approche éducative et citoyenne, à travers l'étude synthétique de deux thèmes qui, parmi d'autres, peuvent être facteurs du risque juridique :

- la circulaire n° 96-248 du 25/10/96 qui situe les responsabilités en matière de **surveillance des élèves**,

- la circulaire n° 97-175 du 26/08/97 qui traite des instructions concernant les **violences sexuelles**, définissant ce qu'elles sont ou recouvrent.

Il sera temps alors de conclure avec quelques réflexions sur l'intérêt pédagogique de la notion de risque, comment celui-ci est un **élément constitutif** de la discipline et à partir de quels principes diverses précautions peuvent être prises, s'inscrivant dans une professionnalité à préparer et acquérir lors de la formation, initiale ou continue.

A - une approche pédagogique et disciplinaire

1- le cadre général : la loi d'orientation sur l'éducation, la loi sur le sport.

1.1- La loi d'orientation du 10 juillet 1989 (en attendant l'application effective de celle qui la remplace) : quelques points d'ancrage pour le juge.

L'article 1 stipule que le **système éducatif est conçu et organisé en fonction des élèves** et des étudiants (*par exemple l'emploi du temps est prioritairement conçu pour eux...*). Il contribue à l'égalité des chances (*et chaque professeur doit y veiller, au quotidien dans la conduite de ses cours...*).

Pour mémoire, citons les orientations reprises ultérieurement qui constituent donc le socle du système : le **droit à l'éducation est garanti** à chacun pour lui permettre **de développer sa personnalité, d'élever son niveau de formation** initiale et continue, de **s'insérer dans la vie sociale et professionnelle, d'exercer sa citoyenneté**.

Les enseignements artistiques et l'EPS **concourent directement à la formation** de tous les élèves. *Rappel d'importance, qui justifie la légitimité de ces disciplines...*

L'article 5 précise que les **programmes** constituent le **cadre national** au sein duquel les enseignants organisent leurs enseignements, en prenant en compte les rythmes d'apprentissages de chaque élève (*où le programme en EPS accède au statut de visa juridique, et où s'impose en conséquence son respect*).

L'article 10 traite des droits et obligations : si les élèves doivent respecter les règles de fonctionnement, ils disposent de la **liberté d'information et d'expression** (sans porter atteinte aux activités d'enseignement).

L'article 14 (titre 3 sur les personnels) marque que "les **enseignants sont responsables de l'ensemble des activités scolaires des élèves**", ce qui éclairera plus loin la vision transversale.

Et "leur formation les prépare à l'ensemble de ces missions", sujet qu'il s'agit pour l'institution de bien prendre en considération, notamment pour répondre aux compétences relatives à la sécurité.

Enfin, l'article 18 dispose que chaque établissement élabore un **projet d'établissement** qui **définit les modalités particulières** de mise en oeuvre des objectifs et programmes nationaux, et précise les **activités scolaires et périscolaires**.

*(Où le projet d'établissement (et donc le projet EPS qui en est la **déclinaison disciplinaire**) s'érige en **référence** directement utilisable par le juge...)*

1.2 - la loi du 16 juillet 1984, rectifiée 2000 relative à l'organisation des APS

Si elle ne concerne l'EPS que pour partie, le juge, dans sa quête pour identifier le cadre général d'application de l'éducation physique, peut être amené à s'appuyer sur certains articles.

En effet, y sont notamment rappelés :

* **les champs de compétence** (l'Education nationale est responsable de l'EPS en milieu scolaire) précisions situant la nature de la voie hiérarchique et donc *la chaîne de responsabilité,*

* **la responsabilité en matière de programme**, de **sanction** des enseignements par des **examens et concours**, compte tenu des "indications médicales", introduisant *un autre partenaire, le corps médical.*

* **la responsabilité en matière d'encadrement** des activités, assurées :

- dans le primaire, par les instituteurs, réunis en équipes pédagogiques, éventuellement assistés par un personnel qualifié et agréé,
- dans le secondaire, par les enseignants d'EPS.

* **les rythmes scolaires** tiennent compte des besoins d'expression physique, d'éducation corporelle et sportive des enfants et adolescents.

Mais l'attention du juge pourra être retenue par le fait que l'EPS, certes sous la responsabilité encore réaffirmée du ministère de l'éducation, conserve une **filiation** avec les APS. Il s'agira pour lui de revenir, si nécessaire, vers ceux qui en organisent le cadre juridique. Il ne pourra alors pas faire l'économie de l'analyse des textes qui régissent *hors* de l'école l'enseignement de certaines APS, surtout quand l'éducation nationale, se contentant de la note de service du 9 mars 1994 et celle du 13 juillet 2004, n'a pas jugé utile d'éditer des textes qui lui soient spécifiques (à l'exception notable de la natation), sans doute à cause de l'extrême diversité des conditions de pratique.

Rendu à ce stade, le juge a bien saisi à quelles missions le **système éducatif** doit **répondre**. Il lui faut alors approfondir les missions que les autorités dudit système assignent à ceux qui ont en charge la **visée des finalités**, **l'atteinte des objectifs**, le **développement les compétences**, la **construction les contenus** : les enseignants. C'est en s'appuyant sur la **circulaire du 23 mai 1997** relative à leurs missions qu'il peut poursuivre sa quête.

2- Ce qu'un enseignant est censé faire : la mission du professeur.

INSTRUIRE

EDUQUER

FORMER

autonomie pédagogique sous conditions

les élèves sont au **centre** de la **réflexion** et de **l'action du professeur** : élève acteur
le professeur agit avec **équité** envers tous les élèves
le professeur exerce son métier en **équipe** : action collective
le professeur est **responsable de sa formation** et de **l'actualisation de ses connaissances**

I - Exercer sa responsabilité au sein du système éducatif

- *Situer son action dans le cadre de la mission de service public d'éducation* (loi 89) : **donner du sens** aux apprentissages, acquisition de savoirs et de compétences, former de futurs adultes.
- *Contribuer au fonctionnement et à l'évolution du système éducatif* : mesurer les **enjeux sociaux** de l'éducation, participer à son évolution, **faciliter les transitions** entre les divers cycles, **participer à la délivrance des diplômes**, collaborer aux actions de **partenariat**.

II - Exercer sa responsabilité dans la classe

21 - connaître sa discipline

- *situer l'état actuel* : enjeux épistémologiques, problèmes didactiques, fonction sociale et professionnelle, dimension culturelle, rapport aux autres champs de la connaissance.
- *choisir et organiser* : les connaissances essentielles et les concepts fondamentaux nécessaires à la structuration du savoir, les démarches pédagogiques liées à ces connaissances.
- *connaissance des différents niveaux* de la discipline, et de leur articulation, convergences et complémentarité avec les autres disciplines.
- *acquisition de la maîtrise* orale et écrite de la *langue française*.

22- Savoir construire des situations d'apprentissages

- *concevoir, préparer, mettre en oeuvre, évaluer* des séquences d'enseignement, *projet pédagogique annuel et pluriannuel*.
- dans le cadre des programmes, *fixer des objectifs à atteindre, déterminer des étapes* pour l'acquisition progressive de méthodes, de savoirs et de savoir-faires prescrits.
- tenir compte des *choix arrêtés par les autres professeurs* de la classe et de la discipline.
- *sélectionner les contenus d'enseignement*, prévoir des démarches et situations variées.
- *alterner* les moments de recherche, de tri, de synthèse d'informations.
- présenter clairement, *être à l'écoute et répondre aux besoins de chacun*.
- *concevoir et mettre en oeuvre* les modalités d'évaluation, adaptées aux objectifs de la séquence.
- *analyser* les obstacles et les écarts entre les effets attendus et obtenus.
- *confronter* ses pratiques d'évaluation (concertations, conseils d'enseignement).

23- Savoir conduire sa classe

- *créer les conditions favorables* à la réussite de tous.
- *communiquer l'envie* d'apprendre, *favoriser la participation active* des élèves, leur adhésion aux règles collectives, un climat propice à un travail efficace, *être attentif* aux tensions et exercer son autorité avec équité.
- *favoriser les situations interactives* et les formes collectives de travail et d'apprentissage.
- *développer* le sens des responsabilités, l'autonomie, la créativité
- *s'adapter* à des situations inattendues sur le plan didactique, pédagogique ou éducatif.

- **identifier et analyser** les difficultés d'apprentissage, tirer le meilleur parti de leurs réussites, et de leur apporter conseils et soutien personnalisés avec le souci de les rendre acteurs de leur progression
- **gérer** le temps en fonction des activités prévues, des interventions et difficultés des élèves ainsi que des incidents éventuels de la classe.
- **ajuster** ses modalités d'intervention et de communication en fonction des activités proposées et de la réceptivité des élèves.
- avoir conscience que ses attitudes, son comportement constituent un exemple et une référence pour l'élève et qu'il doit en tenir compte dans sa manière de se comporter en classe

III. EXERCER SA RESPONSABILITÉ DANS L'ÉTABLISSEMENT

- prend en compte les caractéristiques de son établissement et des publics d'élèves qu'il accueille, ses structures, ses ressources et ses contraintes, ses règles de fonctionnement. Il est sensibilisé à la portée et aux limites des indicateurs de fonctionnement et d'évaluation des établissements.
- est partie prenante du projet d'établissement qu'il contribue à élaborer et qu'il met en oeuvre, tel qu'il a été arrêté par le conseil d'administration, avec l'ensemble des personnels et des membres de la communauté éducative.
- est préparé à travailler en équipe et à conduire avec d'autres des actions et des projets. Il a le souci de confronter ses démarches, dans une perspective d'harmonisation et de cohérence, avec celles de ses collègues. Il peut solliciter leur aide, ainsi que le conseil et l'appui des équipes de direction et des corps d'inspection.
- sait quel rôle jouent dans l'établissement tous ceux qui, quel que soit leur emploi, participent à son fonctionnement.
- connaît les différentes instances de concertation et de décision, il est conscient des responsabilités qu'il y exerce ou peut être appelé à y exercer. Il sait qu'il a à participer à l'élaboration de la politique de l'établissement.
- est attentif à la dimension éducative du projet d'établissement, notamment à l'éducation à la citoyenneté, et ce d'autant plus que l'établissement est parfois le seul lieu où l'élève trouve repères et valeurs de référence.
- connaît l'importance du règlement intérieur de l'établissement et sait en faire comprendre le sens à ses élèves. Il est capable de s'y référer à bon escient. De même, il connaît et sait faire respecter les règles générales de sécurité dans l'établissement.
- établit un dialogue constructif avec les familles et les informe sur les objectifs de son enseignement, examine avec elles les résultats, les aptitudes de leurs enfants, les difficultés constatées et les possibilités de remédiation, conseille, aide l'élève et sa famille dans l'élaboration du projet d'orientation.
- participe au suivi, à l'orientation et à l'insertion des élèves en collaboration avec les autres personnels, d'enseignement, d'éducation et d'orientation. Au sein des conseils de classe, il prend une part active dans le processus d'orientation de l'élève.
- connaît les responsabilités dévolues aux professeurs principaux.

➤.....est préparé à établir des relations avec des partenaires extérieurs auprès desquels il peut trouver ressources et appui pour son enseignement comme pour réaliser certains aspects du projet d'établissement. Dans un cadre défini par l'établissement, et sous la responsabilité du chef d'établissement, il peut être appelé à participer à des actions en partenariat avec d'autres services de l'Etat (culture, jeunesse et sports, santé, justice, gendarmerie, police...), des collectivités territoriales et des pays étrangers, des entreprises, des associations et des organismes culturels, artistiques et scientifiques divers. Il est capable d'identifier les spécificités des apports de ces partenaires.